



Dans cette nouvelle tribune libre publiée sur les réseaux sociaux, le célèbre avocat qui se considère comme « père de la démocratie camerounaise » pour avoir durement bataillé au début des années 90-91, s'en prend de nouveau au président de république Paul Biya

Lisons...

Monsieur Paul Biya, que vous a-t-il donc fait le Cameroun, pour lui faire tant de mal, l'humiliant et l'exposant de la sorte pour en faire la risée du monde, chaque fois que la moindre occasion s'offre à vous. Aujourd'hui, vous vous trouvez en Europe, après – fait inédit – 280 jours passés, malgré vous dans votre pays d'adoption, le Cameroun, et je me surprends à vous entendre dire, fier comme Artaban, bombant le torse : " Me voici donc en Europe ! ", Tel un cri de victoire. Mais une victoire contre qui ? Vous êtes en Europe, et vraisemblablement à Genève en Suisse avec votre garde rapprochée qui sillonne ses rues, contrôlant tout ce qui, coloré, bouge comme si ce pays ami du Cameroun n'était pas outillé pour assurer la sécurité sur ses terres d'un Chef d'Etat Étranger. Humiliation, mais humiliation pour qui ? La Suisse, le Cameroun ? Honte à vous, Monsieur le Président.

Las et ayant épuisé toutes leurs réserves d'imagination pour vous faire entendre raison, vos compatriotes, résignés, en sont arrivés à lancer depuis des pays étrangers des appels de fonds

pour l'achat d'armes afin d'assurer la sécurité de ceux des leurs qui, osant s'opposer à vous à mains nues, trouvent en face vos sbires et autres escouades de militaires armés jusqu'aux dents qui n'hésitent pas à les arrêter sans titre, à les jeter en prison sans jugement, quand ils ne vont pas jusqu'à leur ôter la vie, non sans d'atroces tortures.

Le Roi ne peut mal faire ! Vous avez fini par contraindre au silence la Communauté internationale qui, pour éviter des bains de sang, toute hypocrisie mise à part, tourne aujourd'hui le dos au Cameroun, abandonnant ainsi les pauvres Camerounais à leur triste destin, un air de dire, débrouillez-vous entre vous. Si cette attitude de la Communauté internationale, malgré de tonitruantes déclarations d'intention peut se comprendre, en politique seuls comptent les intérêts, nous n'avons pas le droit de nous résigner.

Aussi avons-nous le devoir de nous donner les moyens de notre combat pour la dignité et la liberté. Je ne dirais donc pas comme ce célèbre chanteur français, Serge Reggiani, dans "le Déserteur", "...Monsieur le Président, je vous fais une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps.

Je viens de recevoir mes papiers militaires pour aller à la guerre... Monsieur le Président, je ne vais pas la faire. Je ne suis pas sur terre pour tuer de pauvres gens... C'est pas pour vous fâcher, ma décision est prise, je m'en vais déserteur et je dirai aux gens : refuser d'obéir, refuser de la faire. N'allez pas à la guerre. Refusez de partir. Si vous me poursuivez, Monsieur le Président, prévenez vos gendarmes que je n'aurai pas d'armes et qu'ils pourront tirer ..."

Bien chers compatriotes, ne vous laissez surtout pas gagner par un sentiment d'impuissance qui profiterait à ceux qui ont tout à gagner parce qu'il est aujourd'hui clair qu'ils ont tout perdu ; ils ont en effet perdu toutes les batailles : politique, médiatique, diplomatique, judiciaire et économique. Se résigner au silence après avoir parcouru un si long chemin est tout simplement impensable.

A ce stade, on deviendrait les complices de Paul Biya et de ses sbires, contre lesquels des voix de tous bords se sont levées depuis un bon nombre d'années déjà. Il faut briser cette loi du silence qu'entretiennent par les armes des forces de l'ombre, multiformes et multi-couleurs, pour la survie de ceux qui ne sont au pouvoir que pour des intérêts privés, personnels et ceux d'un clan, et qui entendent sans rémission garder leurs situations de rente. La lutte pour les droits et la dignité de l'homme est une bataille longue, rude et fortement éprouvante, surtout lorsqu'on a en mémoire le travail de sape de la puissance coloniale, pour laquelle le Dr Louis Paul AUJOULAT, à l'époque le cerveau et le cœur de la France, avait clairement défini la mission en faisant à Pierre Mesmer des recommandations pour formater le profil des dirigeants Camerounais : « nous ne devons en aucun cas, instruisait-il, laisser des gens sans filiation religieuse et ésotérique européenne prendre le pouvoir au Cameroun.

L'élite politique Camerounaise doit impérativement être issue de nos loges, de nos cercles philosophiques, sinon elle ne saura pas nous être loyale et nous témoigner entière allégeance... Intéressons-nous à ceux qui se refusent toute critique à l'égard de la France... »

Ceci explique pourquoi le Président BIYA a déclaré, en son temps, que ne dure pas au Pouvoir qui veut mais qui peut, car tout l'art pour y perdurer consiste donc à témoigner entière

allégeance à la France, qui de son côté donne pleine absolution à toutes les forfaitures de Yaoundé. Maurice KAMTO, pour ce partenaire historique, en est fort éloigné. C'est pourquoi la position de la France vis-à-vis de ce tireur gagnant de pénalty est non seulement ambiguë, mais en dents de scie. Il faut en effet, pour être à la tête du Cameroun, une sorte de complicité entre l'heureux élu et la France tutélaire qui n'est pas disposée à laisser ses anciennes colonies voler de leurs propres ailes.

Ce n'est donc pas sans raison que la diaspora camerounaise qualifie le Président MACRON de complice de Paul BIYA dans tous les maux que celui-ci fait subir à son pays, tout en sachant bien que le régime est fait pour l'enrichissement de quelques-uns et des loups venus d'ailleurs qui viennent se servir dans la mangeoire de l'argent sale, loin de toute considération de l'intérêt public. On est loin de cette France généreuse qui, pour la conquête de ses droits et libertés, de la dignité de l'homme, n'a, tout au long de son histoire, pu s'imposer l'économie de luttes armées, s'est offert moult révolutions, au prix de bains de sang et de millions de morts.

Si en effet aucune lutte ne peut se faire, si aucune bataille ne peut se mener, si aucune victoire ne peut se gagner sans qu'on en accepte les risques, fussent-ils au péril de la vie, il est donc temps que nous sortions enfin de cette résignation soigneusement entretenue par le déploiement d'une répression outrancière. Pourquoi toujours accepter l'inacceptable, pourquoi toujours se résigner

- *Quand on sait que des milliards de nos francs sont détournés des caisses de l'Etat sans espoir de remboursement par les Seigneurs (saigneurs) d'un clan •*

Quand on sait que des dizaines de milliers de nos compatriotes croupissent dans les geôles de Yaoundé et d'ailleurs sans motifs fondés sur des lois et règlements de la République tout simplement pour avoir osé demander le libre exercice de leurs droits de citoyen (liberté d'expression, liberté de penser, liberté de manifester, droit au logement, aux soins de santé, à la bonne scolarisation, aux infrastructures de base, à la sécurité...)

- *Quand on sait que la promotion sociale se fait non sur le mérite mais sur une cooptation fondée sur le clanisme, la tribu, la région, etc...*

- *Quand on sait que le pouvoir foule aux pieds lois et règlements de la République parce que seule sa volonté compte*

- *Quand on sait que nos compatriotes anglophones sont considérés comme des citoyens de seconde zone et réduits à la portion congrue et que lorsqu'ils lèvent la tête, c'est la matraque qui leur répond quand ce n'est pas un embastillement sans jugement, voire la torture et la mort le cas échéant •*

Quand on pense à nos villes et villages qui se vident de leurs populations par crainte de la torture et la mort qu'y sèment les forces armées au nom d'une prétendue défense de nos institutions • Etc...

Alors le moment est venu de tourner définitivement cette page de la résignation car on ne peut

pas manger d'omelettes sans casser les œufs, comme on ne peut aller à la résurrection sans passer par la mort. C'est donc d'un appel à l'intensification de la révolution qu'il s'agit.

Ne prêtez surtout pas l'oreille à ceux qui vous disent que l'élection présidentielle de 2018 est terminée et vous invitent à participer aux nouvelles que le Pouvoir, dans son embarras, n'arrête pas de repousser par une prorogation abusive de mandat des députés et autres conseillers régionaux et municipaux. Comment pouvons-nous nous résigner à accompagner un homme qui nous méprise du haut d'on ne sait quoi, puisqu'il n'a été candidat à rien toute sa vie durant, tout lui ayant été donné, la malice, la ruse, la roublardise et les moyens de l'Etat dont il s'est accaparé ayant fait le reste. Voilà un homme qui prétend être à la tête d'un pays et d'un peuple, mais qui n'a jamais parcouru le territoire d'est en ouest et du nord au sud... un homme dont on ne se souvient pas qu'il ait subi la moindre prise de sang dans un établissement hospitalier du pays qu'il prétend donc diriger. Un homme qui voit ses enfants s'entretuer et qui, pas une seule fois, ne prend la parole pour appeler à l'apaisement, pas une seule fois ne prend la peine de descendre sur le théâtre des opérations pour montrer qu'il s'offre symboliquement en apôtre de la paix, cet homme-là mérite-t-il qu'on le laisse conduire un pays si riche droit dans le mur et assurément vers le chaos ? Le mépris qu'il a vis-à-vis de ses compatriotes touche à sa fin car voici venu le temps de l'errance pour celui qui traîne la malédiction d'avoir humilié son père spirituel, de l'avoir laissé mourir dans l'indifférence totale en terre étrangère. Qui tue par l'épée... ! Le goût amer de l'errance a commencé comme pour tous les autres qui l'ont précédé dans cette stratégie du mépris. Les Bokassa, Mobutu, c'est de l'histoire... Compaoré c'était avant-hier, Bouteflika c'était hier. A qui le tour ?

Le séjour actuel au bord du lac Léman n'est sûrement pas un projet de vacances, car nul ne peut aller au-devant d'un danger certain, surtout pour notre homme qui n'est pas très connu au bataillon des braves.... Téméraire, mais pas courageux ! Ce séjour répond sans aucun doute à un impératif lié à la santé du couple princier qui commence à mesurer l'étendue de la colère des Camerounais cristallisée dans les manifestations de la diaspora organisée. Fallait-il en arriver là ? Aurait-on pu éviter tout cela ? Assurément oui, mille fois oui, si Paul BIYA avait pris ses responsabilités en ayant conscience, ne serait-ce qu'une seule fois, qu'il est bien mortel et non au rang des dieux ! D'un autre côté, on peut aussi se convaincre que la malédiction est en marche et qu'il va en goûter les affres et boire le calice jusqu'à la lie. C'est le moins qu'on puisse lui souhaiter.

Tôt ou tard, avec ou sans lui, nous aurons notre dialogue inclusif et il est temps que les uns et les autres, pays-amis, partenaires au développement comprennent que le Cameroun va se débarrasser de son despote.

J'ai dit/ (°) Avocat au Barreau du Cameroun

*Ancien Bâtonnier de l'ordre Président du Mouvement Social pour la Nouvelle Démocratie
M.S.N.D*